

CORÉE DU SUD : LE CONTEXTE ÉCONOMIQUE

Dans cette page : [Le contexte économique](#) | [Le contexte politique](#) | [Réponse du pays au COVID-19](#)

Le contexte économique

LA CONJONCTURE ÉCONOMIQUE

La Corée du Sud, une économie développée réputée pour le dynamisme de son secteur des exportations, a surmonté divers défis économiques tout en maintenant sa trajectoire de croissance. En 2023, la croissance du PIB s'est ralentie à 1,4 %, contre 2,6 % en 2022, principalement en raison de facteurs tels que les taux d'intérêt élevés et les prix de l'énergie, qui ont freiné la consommation privée et l'investissement. Malgré ces obstacles, le secteur des semi-conducteurs a montré des signes de reprise, ce qui laisse présager une résurgence économique potentielle. Les projections indiquent un rebond de la croissance à 2,3 % en 2024 et à 2,1 % en 2025, grâce à la reprise des activités d'exportation et d'investissement, en particulier dans le secteur des semi-conducteurs. Ces chiffres soulignent la capacité de la Corée du Sud à s'adapter et à prospérer dans un paysage économique mondial en mutation.

Sur le plan budgétaire, la Corée du Sud a vu son déficit budgétaire se réduire en 2023, le déficit consolidé tombant à 1,1 % du PIB, sous l'effet des réductions de dépenses. Toutefois, la collecte des recettes a connu des difficultés, avec une baisse de 10,1 % au cours de l'année qui s'est terminée en août, attribuée à la faible performance des entreprises, en particulier dans le secteur des semi-conducteurs, et à la baisse de l'impôt sur les plus-values foncières. Pour faire face à un manque à gagner de 59 100 milliards KRW (2,6 % du PIB) en 2023, le gouvernement a utilisé des fonds publics, dont 20 000 milliards KRW provenant du fonds de stabilisation du taux de change, pour combler l'écart plutôt que de recourir à un financement supplémentaire du déficit. Le déficit consolidé prévu pour 2024 s'élève à 0,8 %, conformément à la proposition de budget du gouvernement, bien que la performance des recettes reste faible. Malgré une croissance limitée des dépenses de 2,8 % par rapport au budget 2023, les déficits budgétaires devraient persister, ce qui témoigne de l'engagement du gouvernement à faire preuve de prudence budgétaire dans un contexte de difficultés de recettes. Pour l'avenir, l'administration vise des déficits modestes à moyen terme, prévoyant une diminution à 0,2 % du PIB en 2025. Néanmoins, le ratio de la dette au PIB, qui était de 54,3 % l'année dernière, devrait augmenter légèrement pour atteindre 56,5 % en 2025. L'inflation en 2023 s'est considérablement ralentie, tombant à 3,4 %, et une nouvelle baisse est prévue à 2,3 % en 2024, reflétant la stabilisation et l'ajustement progressifs de l'économie. La politique monétaire devrait rester stable, comme l'indique le taux directeur de la Banque de Corée à 3,5 % depuis janvier 2023. Les tendances des emprunts des ménages restent préoccupantes, malgré une légère baisse à 101,7 % du PIB au 2e trimestre 23 par rapport au sommet atteint au 2e trimestre 22, ce qui augmente le risque d'un alourdissement du fardeau de la dette. Néanmoins, les risques liés au secteur financier semblent gérables, les banques étant bien positionnées pour faire face aux pressions potentielles, grâce à des normes de souscription rigoureuses et à des mesures macroprudentielles.

La Corée du Sud a remarquablement réussi à combiner une croissance économique rapide avec des réductions significatives de la pauvreté. Le revenu par habitant est passé de 100 USD en 1963 à plus de 56 709 USD en 2023 (FMI). Les taux de chômage en Corée du Sud ont fait preuve d'une résistance remarquable, restant historiquement bas à 2,7 % en 2023, malgré une demande affaiblie et des chocs occasionnels. Les conditions du marché du travail ont fait preuve d'une relative stabilité, soutenue par la structure économique diversifiée du pays et ses industries fortement orientées vers l'exportation. À l'avenir, les taux de chômage devraient augmenter légèrement pour atteindre 3,2 % en 2024 et 3,3 % en 2025, reflétant les défis potentiels liés au maintien de la création d'emplois dans des conditions économiques en évolution. Toutefois, malgré ces projections, le marché du travail sud-coréen reste solide, ce qui indique un environnement d'emploi stable dans le contexte des changements économiques en cours. Toutefois, à moyen et long terme, la Corée du Sud consacrera davantage de moyens à la préparation de mesures visant à lutter contre le faible taux de natalité, la pauvreté des personnes âgées et le faible taux d'emploi des femmes.

Indicateurs de croissance	2022	2023 (E)	2024 (E)	2025 (E)	2026 (E)
PIB (milliards USD)	1.673,92	1.709,23	1.784,81	1.873,34	1.957,35
PIB (croissance annuelle en %, prix constant)	2,6	1,4	2,2	2,3	2,2
PIB par habitant (USD)	32.418	33.147	34.653	36.407	38.077
Solde des finances publiques (en % du PIB)	-1,7	-1,1	-0,8	-0,2	-0,1
Endettement de l'Etat (en % du PIB)	53,8	54,3	55,6	56,5	57,1
Taux d'inflation (%)	n/a	3,4	2,3	2,0	2,0
Taux de chômage (% de la population active)	2,9	2,7	3,2	3,3	3,2
Balance des transactions courantes (milliards USD)	29,83	22,76	30,58	36,80	48,89
Balance des transactions courantes (en % du PIB)	1,8	1,3	1,7	2,0	2,5

Source : FMI - World Economic Outlook Database, Dernières données disponibles.

Note : (E) Données estimées

LES PRINCIPAUX SECTEURS ÉCONOMIQUES

La Corée du Sud a connu l'une des plus grandes transformations économiques de ces 60 dernières années. Compte tenu de sa taille géographique limitée, de l'insuffisance de ses ressources naturelles et de la taille de sa population (une population active de 29,2 millions de personnes sur 51,74 millions d'habitants), le pays a accordé une attention particulière au développement technologique et à l'innovation pour promouvoir la croissance, passant d'une nation essentiellement rurale et agricole à un pays urbain et industrialisé. L'industrie représente 31,7 % du PIB et emploie 25 % de la main-d'œuvre (Banque mondiale, dernières données disponibles). Autrefois caractérisée par la rareté des ressources, la Corée du Sud est devenue un leader mondial dans diverses industries, grâce à des politiques gouvernementales stratégiques, à des investissements importants dans la recherche et le développement et à une main-d'œuvre qualifiée. Les principales industries sont le textile, l'acier (POSCO étant le septième sidérurgiste mondial), la construction automobile, la construction navale et l'électronique (la Corée du Sud est le deuxième producteur mondial de semi-conducteurs, qui représentent sa principale exportation). En 2023, l'indice de production corrigé des variations saisonnières pour l'ensemble des industries, à l'exclusion des secteurs de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche, a augmenté de 0,7 % par rapport à l'année précédente, selon Statistics Korea. Alors que la production industrielle a continué d'augmenter pour la troisième année consécutive, le secteur manufacturier a connu sa plus forte baisse depuis 1998, dans le contexte des retombées de la crise des changes en Asie. La production manufacturière a chuté de 3,9 % l'année dernière, principalement en raison d'une forte baisse de la production de semi-conducteurs, marquant le premier recul en 22 ans depuis 2001. Les fabricants ont étudié un ratio de capacité moyen de 71,3 % en 2023, reflétant une baisse de 3,5 points de pourcentage par rapport à l'année précédente.

En Corée du Sud, le secteur agricole ne contribue que de manière négligeable au PIB du pays (1,6 %) et n'emploie que 5 % de la population active (Banque mondiale). Le riz est la principale culture agricole ; l'orge, le blé, le maïs, le soja et le sorgho sont cultivés de manière extensive. Le secteur comprend également l'élevage à grande échelle. Moins d'un quart des terres sont cultivées. Les ressources minérales de la Corée du Sud se limitent à l'or et à l'argent. Statistics Korea (KOSTAT) a publié son évaluation finale de la production de riz pour 2023, indiquant un total de 3,7 millions de tonnes métriques, soit une baisse de 1,6 % par rapport à l'année précédente.

Le secteur des services est le secteur économique le plus important et le plus rapide, représentant 57 % du PIB et employant 70,2 % de la population active (Banque mondiale), en particulier les grands magasins, les chaînes de magasins et les supermarchés. Le tourisme est l'un des principaux secteurs : de janvier à novembre 2023, la Corée du Sud a accueilli un total de 9 995 000 visiteurs, soit une augmentation impressionnante de 275,9 % par rapport à la période correspondante de l'année précédente. Cependant, malgré ce rebond, le nombre de visiteurs n'a atteint que 62% des niveaux observés au cours de la même période en 2019 (données Korea Tourism Organization). La production globale de l'industrie des services a augmenté de 2,9 % en 2023, après avoir progressé de 5 % en 2021 et de 6,7 % en 2022 (données Statistics Korea).

Répartition de l'activité économique par secteur	Agriculture	Industrie	Services
Emploi par secteur (en % de l'emploi total)	5,3	24,6	70,0
Valeur ajoutée (en % du PIB)	1,6	31,8	58,2
Valeur ajoutée (croissance annuelle en %)	-1,3	1,2	4,2

Source : Banque Mondiale, Dernières données disponibles.

 Retrouvez plus d'information sur votre secteur d'activité sur notre service [Etudes de marché](#).

INDICATEUR DE LIBERTÉ ÉCONOMIQUE

▬ Définition

Note : 74/100

Rang mondial : 24

Rang régional : 7



CLASSEMENT DE L'ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES

▬ Définition

Note : 7.50/10

Rang mondial : 24/82

Source : The Economist Intelligence Unit - Business Environment Rankings 2021-2025

RISQUE PAYS

Consultez l'analyse risque pays proposée par [Credimundi](#).

LES SOURCES D'INFORMATION ÉCONOMIQUE GÉNÉRALE

Les ministères

Ministère du commerce, de l'industrie et de l'énergie
Korea Communications Commission (KCC)

Ministère des Affaires étrangères
Ministère de l'environnement (MOE)
Ministère de la Santé et de l'Aide sociale (MOHW)
Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation et des Affaires rurales

L'office de statistique	Bureau national des statistiques coréennes Service d'information statistique coréen
La banque centrale	Banque de Corée (BOK)
Les places boursières	Bourse de Corée
Les autres ressources utiles	Services douaniers coréens Institut Coréen des Finances Publiques (KIPF)
Les principaux journaux on-line	korea Times The Chosun Ilbo Dong-A Daily
Les portails économiques	Service d'Informations sur la culture coréenne (KOCIS)

Le contexte politique

Chefs de gouvernement	Président : Yoon Suk Yeol (depuis le 10 mai 2022)
Les prochaines élections	Législatives : 10 avril 2024 Présidentielle : 2027
Le contexte politique actuel	La péninsule coréenne reste l'une des zones de conflit les plus longues et les plus instables au monde. L'ex-président Moon Jae-in a fait de la dénucléarisation et du concept d'"économie de paix" les pierres angulaires de sa politique à l'égard de la Corée du Nord. Dans son plan quinquennal, le gouvernement s'est efforcé de jeter les bases d'une unification économique en relançant la coopération intercoréenne et en recherchant un marché unique pour Séoul et Pyongyang. L'objectif est de parvenir à la paix et à l'unification d'ici 2045. Sous l'administration précédente, Séoul a lancé sa première initiative diplomatique unifiée visant à renforcer les liens avec l'Inde et l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE). Cette politique répond à la nécessité pour la Corée du Sud de diversifier ses relations économiques et stratégiques dans un contexte d'incertitude lié à la concurrence entre son plus proche allié, les États-Unis, et son principal partenaire commercial, la Chine. En renforçant ses liens avec l'Inde et l'Asie du Sud-Est, en particulier dans le domaine économique, Séoul espère se protéger des risques posés par les frictions commerciales et stratégiques entre les deux grandes puissances. Sous la direction du président nouvellement élu Yoon Suk-yeol (ancien procureur général), la Corée du Sud s'adapte à un environnement géopolitique en mutation rapide en cherchant à rehausser son profil international et à améliorer ses relations avec ses principaux alliés. Mais le maintien de ce changement stratégique important nécessitera une institutionnalisation plus profonde, tant au niveau national qu'aux États-Unis et au Japon. De manière plus générale, la Corée du Sud devra également renforcer sa participation aux institutions et réseaux multilatéraux, afin de pouvoir travailler avec d'autres pays pour fournir des biens publics internationaux, atténuer les problèmes liés à la chaîne d'approvisionnement et traiter d'autres questions mondiales. En juin 2023, le gouvernement sud-coréen de Yoon Suk-yeol a dévoilé sa stratégie de sécurité nationale (SSN). Cette stratégie vise à transformer la Corée en un "État pivot mondial", défendant activement la démocratie libérale et favorisant la prospérité mondiale. Elle renforce le réalignement stratégique de l'administration Yoon avec des alliés et partenaires de longue date tels que les États-Unis et l'Australie, en particulier dans le contexte des essais de missiles nord-coréens et des tensions diplomatiques avec la Chine.
Les principaux partis politiques	Les partis les plus influents en Corée du Sud sont les suivants : - Parti démocratique (Minjo) : parti politique centriste et libéral, qui défend les droits de l'homme, l'amélioration des relations avec la Corée du Nord et une politique économique de "nouveau progressisme". - People Power Party (PPP - anciennement Liberty Korea Party) : parti de droite, conservateur, actuellement deuxième parti de l'Assemblée nationale. - Parti de la justice : centre-gauche ; organisé autour du progressisme - Green Party : fondé en 2012, il défend la sagesse écologique et la justice sociale. Parmi les autres partis figurent le Parti du revenu de base (BIP), le Parti progressiste (Minjung) et le Parti de la nouvelle réforme.
La nature de l'Etat	La Corée du Sud est une république présidentielle. Elle est composée de 9 provinces et de 6 villes à administration autonome (Séoul, Busan, Incheon, Daegu, Gwangju, Daejeon).
Le pouvoir exécutif	Le Président est le chef de l'État, le chef du gouvernement et le commandant en chef des forces armées. Il est élu au suffrage universel pour un mandat unique de cinq ans. Le président jouit de pouvoirs exécutifs et nomme le Premier ministre et le Conseil d'État (cabinet) avec l'accord du

parlement. Le Premier ministre n'est pas tenu d'être membre du parlement et son rôle principal est d'assister le président.

Le pouvoir législatif

Le pouvoir législatif de la Corée du Sud est monocaméral. Le Parlement, appelé Assemblée nationale, compte 300 sièges statutaires répartis entre les partis proportionnellement à leur part de voix. Chaque membre est élu pour un mandat de quatre ans. Le pouvoir exécutif du gouvernement dépend directement ou indirectement du soutien de l'Assemblée nationale, souvent exprimé par un vote de confiance.

INDICATEUR DE LA LIBERTÉ DE LA PRESSE :

= *Définition*

Rang mondial : 42/180

INDICATEUR DE LIBERTÉ POLITIQUE

= *Définition*

Classement : Libre

Liberté politique : 2/7

Libertés individuelles : 2/7

Liberté politique dans le monde (carte interactive)
Source : Liberté dans le monde, Freedom House

Réponse du pays au COVID-19

Restrictions de voyage	Regularly updated travel information for all countries with regards to Covid-19 related entry regulations, flight bans, test and vaccines requirements is available on TravelDoc Infopage. To find information about the current travel regulations, including health requirements, it is also advised to consult Travel Regulations Map provided and updated on a daily basis by IATA.
Restrictions import & export	A general overview of trade restrictions which were adopted by different countries during the COVID-19 pandemic is available on the International Trade Centre's COVID-19 Temporary Trade Measures webpage.
Plan de relance économique	For the general overview of the key economic policy responses to the COVID-19 pandemic (fiscal, monetary and macroeconomic) undertaken by the government of South Korea, please consult the country's dedicated section in the IMF's Policy Tracker platform.
Plan de soutien aux entreprises	For an evaluation of impact of the Covid pandemic on SMEs and an inventory of country responses to foster SME resilience, refer to the OECD's SME Covid-19 Policy Responses document. You can also consult the World Bank's Map of SME-Support Measures in Response to COVID-19.